



**Communauté de communes du Grand Roye  
Compétence Développement Economique et emploi**

## **DOSSIER DE CANDIDATURE**

**APPEL À PROJETS ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

**ANNÉE 2025**

**NOM DE LA STRUCTURE PORTEUSE :**

.....  
.....

**TITRE DU PROJET :**

.....  
.....  
.....

**Date limite de dépôt des dossiers : le vendredi 14 novembre 2025**

## RECOMMANDATIONS POUR RÉPONDRE À L'APPEL À PROJETS ESS

Le dossier est composé de deux parties distinctes à télécharger à partir du site de la CCGR.

- La première partie (**dossier de candidature sous format Word**) qui concerne les éléments descriptifs du projet et de la structure porteuse. Aucune suppression de rubrique ne peut être effectuée, vous pouvez, si besoin, ajouter des lignes supplémentaires pour répondre aux questions.

Merci de rédiger de manière synthétique afin de faciliter la lecture dans la limite de **15 pages** (hors annexes).

- La seconde partie (**budget prévisionnel et plan de financement sous format Excel**) qui concerne les éléments budgétaires. Ce document est un modèle qui vous est proposé. Il vous est toutefois possible de reprendre vos propres éléments budgétaires ou le cas échéant ceux fournis par votre expert-comptable.

Afin de garantir la recevabilité des dossiers de candidature, ces deux parties doivent être transmises conjointement, ainsi que l'intégralité des pièces indiquées en annexe 1 et l'annexe 2 signée.

Vous pouvez ajouter des informations supplémentaires.

**Merci de lire attentivement le règlement de l'appel à projets précisant les objectifs et les conditions d'éligibilité des projets. Vous pouvez également contacter** la CRESS si besoin (mail : [contact@cresshdf.org](mailto:contact@cresshdf.org)).

L'appel à projets ESS de la CC du Grand Roye est ouvert jusqu'au vendredi 14 novembre 2025.

La date de transmission mail ou le cachet de la poste fera foi.

**Le dossier de candidature est à transmettre en totalité une fois complété avec les pièces à fournir indiquées en annexe 1 :**

- ❖ **Soit par voie électronique (de préférence) à l'adresse suivante :**

[contact@grandroye.fr](mailto:contact@grandroye.fr)

- ❖ **Soit par courrier à :**

A l'attention de Madame Thiebaut, Présidente  
Communauté de communes du Grand Roye  
11, rue de la Pêcherie  
80700 Roye

Pour tous renseignements, vous pouvez contacter : Madame Rataux Laurence, développeur économique  
([laurence.rataux@grandamienois.com](mailto:laurence.rataux@grandamienois.com))

## INFORMATIONS GÉNÉRALE SUR LA STRUCTURE

### Nom de l'organisme :

.....  
.....

### Statut :

- Porteur (porteuse) de projet (en phase de création), statut envisagé (indiquer ci-dessous) :  
 Sociétés de capitaux (SARL, SA, SAS...) ayant obtenu l'agrément ESUS  
 Entreprises coopératives  
 Associations ayant une activité économique  
 Structures de l'insertion par l'activité économique (dont les Ateliers Chantier d'Insertion)

Date de délivrance de l'agrément ESUS :

Activité principale :

Date de création de l'organisme (publication au JO ou date d'immatriculation) : .....

Effectif salarié au 31/12/2024 : ..... Nombre d'ETP : .....

Nombre d'adhérents ou d'associés au 31/12/2024 : .....

Nombre de bénévoles au 31/12/2024 : .....

### Siège social

Adresse :

.....  
.....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

N° de SIRET : ..... Code APE : .....

Adresse de l'établissement déposant le dossier (si différente du siège social de l'organisme) :

.....  
.....

Téléphone : ..... Courriel : .....

### Représentant légal de l'organisme

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

### Responsable du dossier de candidature

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

## DESCRIPTION DE LA STRUCTURE

### **Description de l'activité principale de l'organisme en 20 lignes maximum**

### **En quoi l'organisme s'inscrit-il dans l'économie sociale et solidaire ?**

*Exemples : utilité sociale et environnementale, ancrage local, gouvernance, coopération avec les acteurs du territoire...*

## DESCRIPTION DU PROJET

### Titre du projet/de l'action

### Description du projet/de l'action

*Écrivez en 20 lignes maximum une présentation générale du projet*

### Expérience du ou des porteurs de projet en lien avec l'action présentée :

*Parcours professionnel, formations, expériences bénévoles...*

## CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET

### Contexte

*Dans quel environnement, à partir de quel(s) constat(s) est né votre projet ?  
A quel(s) besoin(s) votre projet répond-t-il ?*

### Objectifs

## BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

### **Publics visés / bénéficiaires**

### **Partenaires financiers et opérationnels**

### **Implication des parties prenantes**

*Qui sont les parties prenantes du projet (salariés, bénévoles, usagers, collectivités, citoyens, partenaires...) ?  
Comment sont-elles associées au projet (méthode de consultation, prises de décisions, gouvernance...)*

## ANCRAGE ET IMPACT TERRITORIAL

### **Lieu(x) d'intervention(s)**

*Sur quel territoire votre projet est-il localisé ? quel périmètre couvre-t-il ?*

### **Résultats attendus**

*Quelles sont les résultats attendus ?*

*Quel(s) impact(s) pour le territoire et ses habitants (emplois, services, attractivité...)?*

### **Caractère innovant du projet**

*Le projet est-il innovant ? Si oui précisez en quoi ce projet vous semble innovant pour le territoire ?*

**Plan d'action**

*Présentez les grandes étapes ou phases de réalisation de votre projet*

**Calendrier**

*Planification, rétroplanning du projet*

## MOYENS / RESSOURCES AFFECTEES AU PROJET

### **Moyens humains**

*Quels moyens humains sont nécessaires à la réalisation du projet ? Ce projet permet-il de créer ou consolider des emplois ?*

### **Moyens matériels**

*Quels sont les moyens matériels nécessaires à la réalisation de votre projet ? (Investissements mobiliers, immobiliers, achat de matériel...)*

## FINANCEMENT DU PROJET

### **Modèle économique du projet**

*Sur quel modèle économique votre projet repose-t-il ? (Vente de biens et de services, subventions d'exploitation, fonds privés, autofinancement...)*

**En quoi la dotation financière sollicitée aura-t-elle un effet levier sur le développement du projet/de l'action ?**

**Quelles sont les pistes pour la poursuite du projet/de l'action au-delà de l'année de soutien ?**

*De quelles manières comptez-vous pérenniser l'action et les emplois liés au projet ?*

**Quelles aides autres que financières pourraient être nécessaires au développement du projet ?**

*Exemples : accompagnement par un consultant, mise à disposition de locaux, communication...*

## SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET / INDICATEURS CLES

<b>Objectifs</b> <i>Reprendre les objectifs précisez précédemment)</i>	<b>Réalisation</b>	<b>Résultats attendus</b> <i>Indicateurs quantitatifs et qualitatifs</i>	<b>Impact</b>

Données personnelles : La Communauté de communes du Grand Roye est responsable du traitement des données collectées dans le cadre de cet appel à projet ESS. La base légale du traitement est l'intérêt légitime. Les dossiers de candidatures à cet appel à projet seront exclusivement destinés aux services de la communauté de communes ainsi qu'à ses partenaires, notamment pour la réunion du jury. Les données collectées à ce titre seront conservées pendant une durée maximale d'une année, puis supprimées. Les participants disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de limitation de leurs données en envoyant une demande au Délégué à la Protection des Données par mail : .....

**Pour tous les organismes :**

- Le dossier de candidature dûment rempli, daté et signé par l'organisme demandeur
- Un plan de financement du projet
- Un budget prévisionnel détaillé du projet à n+2
- Le bilan et le compte de résultat détaillés des deux derniers exercices, le cas échéant
- Un relevé d'identité bancaire établi au nom exact de l'organisme (tout autre libellé sera refusé)
- Une attestation sur l'honneur (annexe 2)

**Pour les associations :**

- Les statuts datés et signés
- Le récépissé de déclaration en Préfecture
- Un avis de situation INSEE de moins de 3 mois
- La liste à jour des membres du Conseil d'Administration avec leurs noms, leurs fonctions et leurs adresses
- Le dernier rapport d'activité de l'association

**Pour les autres personnes morales (SCOP, SCIC, SARL...) :**

- Statuts de la société
- K bis de moins de trois mois
- Liste des dirigeants actuels de la structure

**Pour les porteurs de projet en phase de création :**

- Un curriculum vitae

**ANNEXE 2 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

**APPEL À PROJETS ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE  
ANNÉE 2025**

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toute demande.

Je soussigné(e),.....

Représentant légal de l'organisme ..... :

- ✓ Certifie que l'organisme est régulièrement déclaré,
- ✓ Certifie que l'organisme est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants,
- ✓ Certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment l'approbation du budget par les instances statutaires,
- ✓ Atteste que l'organisme n'a pas bénéficié d'un montant total d'aides publiques spécifiques sur les trois exercices précédents supérieur à 200 000 € (ou à 500 000 € s'agissant d'entreprises fournissant des services d'intérêt économique général\*),
- ✓ Précise que ce prix, s'il est accordé, sera versé au compte bancaire suivant :

Nom du titulaire du compte

Banque

Domiciliation

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé RIB

Fait-le .....

À .....

Signature

\* Cette aide relève du régime des aides publiques aux entreprises de toute nature (subventions directes, emplois aidés, mise à disposition de personnels ou de locaux, exonération des charges sociales ou fiscales) attribuées par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ou l'Union européenne.

Cette aide s'inscrit dans le cadre des dispositions du règlement (CE) n°1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité des aides de minimis (JOUE n°L379 du 28 décembre 2006). Il est complété par le règlement n°360/2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

Les aides dites de minimis sont considérées comme n'affectant pas les échanges entre Etats membres et/ou insusceptibles de fausser la concurrence.